

# Ford Aquitaine Industries : combien de millions d'euros Ford va-t-il devoir rembourser ?

Par Jean-Philippe Déjean | 04/01/2019, 12:42 | 616 mots



La fin de la trêve des confiseurs risque de faire du bruit à Ford Aquitaine Industries. (Crédits : Agence Appa)

Bordeaux Métropole veut récupérer 1,7 M€ d'aides publiques versées à la filiale girondine de Ford, qui a décidé de fermer cette dernière au mois d'août prochain. Le Département de la Gironde n'a pas donné le détail de ses revendications tout en faisant savoir que l'addition allait tomber. La Région Nouvelle-Aquitaine n'a pas encore brandi cette menace.

Suite à l'annonce [le 13 décembre dernier par Ford Motor Company \(FMC\) de la fermeture de sa filiale girondine Ford Aquitaine Industries \(FAI\), à Blanquefort \(Gironde\)](#), spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques, les collectivités demandent le remboursement d'une partie des aides publiques versées au constructeur automobile américain depuis 2013.

Cette année-là FMC avait signé un accord sur le maintien de 1.000 emplois à FAI pendant cinq ans avec les services de l'Etat et les collectivités, ces dernières (de la Région à la Métropole en passant par le Département) s'engageant en contrepartie à soutenir financièrement Ford Aquitaine Industries. Cet accord est arrivé à terme à la mi-mai 2018, alors qu'il restait un peu moins de 900 emplois opérationnels dans l'usine. En rejetant l'offre de reprise portée par le groupe belge Punch, lui aussi spécialisé dans les boîtes de vitesses, et en confirmant plus largement (même s'il n'y avait pas d'autre repreneur) son refus d'autoriser toute reprise d'activité

dans l'usine, qu'il veut fermer en août 2019, le groupe Ford a suscité de très vives réactions de la part des collectivités.

Lire aussi : [Ford Aquitaine Industries : le jour d'après](#)

## **Pour la Métropole, Punch a le bon plan**

C'est ainsi que le conseil de Bordeaux Métropole a confirmé le 21 décembre que dans la motion votée le même jour, [les conseillers métropolitains demandaient au groupe Ford le remboursement de 1,7 M€ d'aides](#). Le texte primitif de cette motion, s'il n'était pas aussi précisément chiffré, se voulait très clair sur les motifs et en particulier quant à l'amélioration substantielle de l'offre présentée par Punch.

"Avec l'appui des services de l'Etat, et tout particulièrement du délégué aux restructurations d'entreprises, Jean-Pierre Floris, le projet de reprise de Punch avait été considérablement amélioré, permettant, avec un investissement dépassant 300 M€ de maintenir 400 emplois et d'envisager, d'ici 2026, avec le lancement de nouvelles transmissions automatiques, le recrutement de 700 nouveaux salariés" plaide ainsi la Métropole.

Avant de souligner les raisons de la colère métropolitaine.

"Dans son communiqué du 13 décembre, confirmé dans son communiqué du 18 décembre, la Ford Motor Company tente de justifier son refus de la reprise en précisant : « Nous ne croyons pas que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le niveau de sécurité et de protection, ou limitent le risque de possibles pertes d'emploi futures, que nous souhaitons pour les salariés de FAI ». Cette affirmation est particulièrement scandaleuse, comme si la fermeture du site et le licenciement de l'ensemble de ses 850 salariés, sans compter l'impact sur les milliers d'emplois induits, apportaient plus de garanties et de protection qu'une reprise de l'usine" tempête l'assemblée.

## **Le Département le doigt sur la détente**

Quelques jours plus tôt le Conseil départemental de la Gironde avait lui aussi réagi et demandé à récupérer l'argent public versé.

"Le constructeur a bénéficié il y a cinq ans de 25 millions d'euros de subventions publiques et ses salariés ont consenti à des efforts considérables pour maintenir leur outil de travail à Blanquefort. Pourtant, malgré ce soutien financier conséquent, notamment de la part des collectivités locales, et l'engagement sans faille de ses salariés, Ford n'a pas tenu ses engagements (...) nous exigerons de Ford le remboursement des aides perçues" déroule ainsi le conseil départemental.

Alors que l'intersyndicale de FAI demande un boycott des véhicules Ford, piste que le gouvernement semble ne pas écarter, ce début d'année 2019 va être plus que tendu dans la filiale girondine de Ford.